

Recherches sociographiques



Vincent LEMIEUX, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*

André Vachet

Volume 33, Number 1, 1992

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/056665ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/056665ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Vachet, A. (1992). Review of [Vincent LEMIEUX, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*]. *Recherches sociographiques*, 33(1), 114–115.
<https://doi.org/10.7202/056665ar>

Vincent LEMIEUX, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1989, 227 p.

Vincent Lemieux nous a habitués à des « publications - événements » qui contribuent dans chaque cas de façon significative à l'édification de la connaissance du politique et à la constitution d'une science rigoureuse de la gouverne. Force est d'en reconnaître l'importance décisive, même si nous devons nous distancier de certains postulats philosophiques, sous-entendus épistémologiques ou implications méthodologiques qui fondent et limitent ses analyses théoriques ou empiriques.

Son dernier ouvrage, *La structuration du pouvoir dans les systèmes politiques*, ne fait pas exception, au contraire, puisque, en abordant de front la question du pouvoir, il se heurte à l'objet théorique peut-être le plus rébarbatif de l'orientation dans laquelle il s'inscrit, le structuralisme. En un sens, même par cette entreprise, se trouve remis en cause et rééquilibré tout un pan de la science politique contemporaine, cette science qui s'est mise à raffiner la connaissance du politique dans toutes ses subtilités formelles en semblant ignorer que le pouvoir en était le contenu et le moteur. En effet, l'analyse politique dominante, particulièrement en Amérique du Nord a occulté ou, même parfois, nié le pouvoir, et, partant, l'État, réduit tout au plus à la simple institution gouvernementale et administrative ou au mieux à la dynamique de la gouverne politique.

Ce livre est donc significatif à plus d'un titre, mais il faudra noter, dès le départ, que l'auteur n'a aucunement l'intention de faire éclater les limites spécifiques de la démarche scientifique qu'il emprunte. Il le précise d'ailleurs dès le premier paragraphe : réintégrer le pouvoir dans l'analyse politique, oui, mais dans le cadre formel de la « perspective systématique où les relations du pouvoir prises une à une n'ont guère de sens ». Le titre détermine donc rigoureusement l'intention de l'auteur : « la structuration du pouvoir dans les systèmes politiques », « entendus comme système de gouverne des affaires publiques » (p. VII). Peut-être même, ne serait-il pas exagéré d'y déceler un biais implicite et inconscient qui réduirait l'objet visé plus à la structuration du système de gouverne publique plutôt qu'au pouvoir pris en lui-même, ce que la lecture attentive de l'ouvrage tend à confirmer.

Le texte est dépouillé, concis et rigoureux. L'ensemble est divisé en cinq parties (les structures du pouvoir; les finalités du pouvoir; le pouvoir, la gouverne et l'environnement; les jeux du pouvoir; l'évolution des systèmes politiques) sous-divisées en 35 courts chapitres. Chacun énonce une proposition globale expliquée ensuite en quelques paragraphes d'une extrême précision qui ne retiennent que l'essentiel. Le procédé a une valeur pédagogique indéniable laissant peu de place au flottement de la pensée et au vague de l'interprétation, mais on y perd peut-être en stimulation et en provocation. Surtout, en magnifiant la précision et la clarté, cette façon de faire semble précisément évacuer les éléments de l'objet qui relève de l'imprécis, de l'indéterminé et de la grisaille d'une réalité dont le contenu et le contexte global échappent en partie à l'emprise d'une rationalité logique qui se veut sans faille et sans reste.

Plus explicitement le procédé semble renforcer encore la propension à réduire le contenu à la forme de l'objet. L'auteur s'en défend bien en affirmant que le pouvoir « comprend une forme et une substance » (p. 67), mais dans presque tous les cas (les types de pouvoir, par exemple, comme l'auteur le reconnaît d'ailleurs, p. 49), la substance n'est que mentionnée et l'analyse se limite à la forme. Cela devient explicite dans la cinquième partie de l'ouvrage qui porte sur la question cruciale du changement. Celle-ci est alors traitée presque exclusivement dans le cadre de la théorie élaborée par M. G. Smith dans *Government in Zazzau*, qui pose en

principe la distinction entre la forme et la substance ou le contenu (p. 173) pour ensuite ne retenir pratiquement que la forme pour rendre compte du changement, ce que l'auteur assume lui-même comme il le reconnaît à l'occasion de façon explicite (p. 181).

Une mise entre parenthèses du contenu semble responsable des limites d'une analyse qui ne retient du pouvoir que son aspect relationnel et formel évacuant ce qui l'anime et le constitue, la force et la puissance. En même temps est éliminée la notion de pouvoir comme domination et, surtout, la distinction qualitative fondamentale entre le pouvoir comme puissance et le pouvoir comme autorité (H. ARENDT, *Between Past and Future*) qui permet de qualifier les systèmes de gouverne politique. Cela empêche aussi de déterminer l'origine de la motricité du pouvoir politique. Celui-ci doit être remis dans son contexte global pour ne pas être réduit à une pure abstraction formelle incapable de rendre compte de phénomènes que reconnaît l'auteur, comme la relative incapacité de la gouverne de modifier autre chose qu'elle-même (p. 191), d'où la nature conservatrice de cette gouverne (pp. 177, 178, 195, 199). De plus le changement politique est aussi à un simple changement de forme (proposition 31, p. 173) même, paradoxalement, quand sa substance est explicitement en cause (p. 174), car il est conçu comme abstrait de tout rapport qui ne tient pas à la structure formelle du système de gouverne. En fait, ce qui fait problème, ce n'est pas seulement le rapport des classes, des forces sociales ou des groupes d'intérêts, mais tout rapport qui n'est pas réductible à la forme structurale d'un système politique donné.

On pourrait aussi relever d'autres lacunes comme le traitement quelque peu cavalier de l'idéologie et des représentations idéologiques réduites à la rhétorique (p. 77). L'exclusive référence à Mannheim ou à Barthes est significative et décevante compte tenu du développement de la théorie de l'idéologie depuis quelque vingt ans. Là encore, l'analyse semble victime de ses postulats qui privilégient la forme plutôt que les contenus.

Ces réserves limitent évidemment la portée de l'entreprise de l'auteur. Mais il demeure que, compte tenu du contexte théorique dans lequel elle se situe, il s'agit d'une oeuvre majeure incontournable non seulement par l'excellence de sa forme, mais surtout par la qualité de sa substance ou de son contenu.

André VACHET

*Département de science politique,
Université d'Ottawa.*

Claude MORIN, *Mes premiers ministres : Lesage, Johnson, Bertrand, Bourassa et Lévesque*, Montréal, Boréal, 1991, 632 p.

Ce livre est celui d'un observateur privilégié, doué du sens de l'observation pénétrante et de l'anecdote révélatrice ainsi que d'une écriture facile. À le lire on apprend beaucoup sur les cinq premiers ministres et en particulier sur leurs différences. Claude Morin réussit bien à nous communiquer son étonnement : comment des hommes, pourtant si dissemblables, ont-ils réussi à se plier aux exigences de la même fonction ?

Les deux premiers ministres que l'auteur a préférés sont Jean Lesage et René Lévesque. Plusieurs raisons expliquent ce choix. C'est avec ces deux hommes qu'il a travaillé le plus longtemps, il était plus près d'eux que des trois autres, et surtout son affinité politique avec